

aefinfo.fr

Que font les recteurs et rectrices après avoir quitté leur fonction ?

Gwénaëlle Conraux

10–13 minutes

Depuis 2014, 36 recteurs ont quitté leur fonction pour être nommés à un autre poste. Parmi eux, 12 sont partis pour intégrer un cabinet (Élysée, Matignon ou MEN). Concernant les 25 recteurs qui ont démissionné ou ont été démis de leur fonction, 15 sont revenus dans leur corps d'origine (enseignant-chercheur, IGÉSR ou un autre corps de la haute fonction publique). À l'occasion des dernières nominations intervenues en mars 2025, AEF info se penche sur le devenir des recteurs sur la période 2014-2025.

Sources et méthodologie

Nous avons regardé les nominations de recteurs de 2014 à 2025 qu'ils soient recteurs de région académique, d'académie ou délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche. Nous nous sommes basés sur les archives d'AEF info ainsi que les Journaux officiels et comptes rendus de conseil des ministres.

Notre analyse se fonde sur une base de 120 nominations intervenues sur cette période qui concernent au total 80 personnes physiques différentes. Nous avons ensuite enlevé de notre analyse les 48 recteurs ayant changé de rectorat et les 11 partis à la retraite. Parmi les 61 mouvements restants (nominations, démissions ou décisions du gouvernement de mettre fin à leur fonction), certaines personnalités ont été nommées plusieurs fois dans différents rectorats, fonction entrecoupée par d'autres prises de poste. Elles sont donc comptabilisées plusieurs fois.

Depuis 2014, 120 nominations de recteurs et de rectrices ont été prononcées par les gouvernements successifs, et parmi eux 48 ont changé de rectorat. Pour les autres, il s'agit soit d'un départ en retraite (11), soit d'une nomination sur un autre poste (36), soit d'un départ subi (18), soit d'une démission (7). Nous nous appuyons sur les raisons affichées dans les décrets publiés au Journal officiel et sur nos archives, mais certaines fins de fonctions de ces emplois "à la main du gouvernement" ne sont pas connues ou communiquées. Nous ne prétendons donc pas avoir toutes les explications à tous les départs, en particulier quand ils ne s'expliquent ni par une nomination sur une autre fonction, ni par une démission.

Quoi qu'il en soit, pour les 61 départs (hors retraite immédiate), nous avons regardé quel poste a été ensuite occupé. Restent-ils dans le champ de l'éducation ou de l'enseignement supérieur ? Retrouvent-ils leur poste d'origine ? Leur carrière profite-t-elle de ce passage par la fonction de recteur ?

Quel poste occupent les recteurs juste après avoir quitté leur fonction ?

12 intègrent un cabinet (Élysée, Matignon ou MEN)

Pour quel poste les recteurs quittent-ils la fonction rectorale ? Sont-ils nommés sur un poste ayant le même niveau de responsabilité, voire supérieur ? Plus politique ? Ou, au contraire, s'agit-il d'une nomination à un poste moins "prestigieux" ?

Sur les 36 personnalités concernées, 12 partent pour rejoindre **un cabinet (Élysée, Matignon, MEN)**. C'est le premier motif de départ définitif. Ainsi, depuis 2014 :

- 2 sont devenus conseillers à l'**Élysée** : Christophe Prochasson (2015) et Anne Laude (2020) ;
- 6 conseillers à **Matignon** : Ali Saïb (2014), Marie Reynier (2017), Benoît Delaunay (2020), Bénédicte Durand (2023), Gilles Halbout (qui a ensuite rejoint l'Élysée) et Richard Laganier (2024) ;
- 4 conseillers au **ministère de l'Éducation nationale** : Stéphanie Dameron (2020), Jean-Marc Huart (2023), Olivier Brandouy (2023), Carole Drucker-Godard (2024).

14 autres restent dans le giron des ministères de l'Éducation nationale ou de l'Enseignement supérieur :

- 4 sont **chargés d'une mission ou d'une instance ministérielle**, tels que Thierry Terret nommé délégué ministériel aux Jeux olympiques et paralympiques (2018), Béatrice Gille (2020) et Daniel Auverlot (2023) qui ont été nommés à la présidence du Conseil d'évaluation de l'école, et Emmanuel Ethis récemment nommé délégué interministériel à l'éducation artistique et culturelle (2025) ;
- 4 ont été nommés **IGESR** (ex-Igen ou IGAENR) : Catherine Bertho Lavenir et Jacques Moret (2016) ainsi que Philippe Lacombe (2018) et Bénédicte Robert (2024) ;
- 3 ont pris un **poste de direction dans l'administration centrale du MEN ou du MESR** : Florence Robine est nommée Dgesco en 2014 ; Raphaël Muller est devenu directeur de l'encadrement et secrétaire général adjoint des MENJ, MESRI, MSJOP en 2023 ; et Olivier Ginez est nommé Dgesip en 2024 ;
- 3 ont pris la **direction d'un opérateur du MEN ou du MESR** : l'Onisep pour Michel Quéré (2016) et Frédérique Alexandre-Bailly (2019) ; l'UNSS pour Nathalie Costantini (2018).

Quatre ont été nommés à un autre poste de **haut fonctionnaire** :

- 1 conseiller d'État : François Weil (2016) ;
- 2 en tant qu'ambassadeur : Florence Robine (2019) et Gilles Pécout (2020) ;
- 1 préfet : Pascal Jan (2022).

Pour rappel, la réforme de la haute fonction publique de 2023 avait pour objectif de "repenser et décloisonner la carrière des hauts fonctionnaires".

Au total, sur ces 36 recteurs nommés sur une autre fonction, la moitié fait l'objet d'une nomination "politique" puisque 12 d'entre eux rejoignent un cabinet, tandis que 8 rejoignent un emploi supérieur dont la nomination est également laissée à la décision du gouvernement, tel que défini dans [l'article 25 de la loi du 11 janvier 1984](#), à savoir : haut-commissaire, secrétaire général ou délégué placé directement sous l'autorité d'un ministre ; directeur général d'administration centrale ; délégué interministériel auprès du Premier ministre ; chef de mission diplomatique ayant rang d'ambassadeur ; préfet.

Par ailleurs, quatre recteurs sont partis pour prendre un **autre type de responsabilité**, dans le secteur privé ou associatif, à l'international ou en politique :

- Vêlayoudom Marimoutou est devenu secrétaire général de la Commission de l'océan Indien

(2020),

- Charline Avenel est devenue DG du groupe Ionis (2023),
- Olivier Faron a été recruté conseiller spécial "éducation formation" du président du Medef (2024),
- Julie Benetti a rejoint l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron en 2021.

Enfin, lors du dernier mouvement, un recteur et une rectrice sont partis car "**appelés à d'autres fonctions**", sans que celles-ci soient précisées pour le moment : Christine Gavini-Chevet et Mostapha Fourar - qui, selon les informations d'AEF info, pourrait être chargé d'une mission sur la relation école-entreprises auprès du ministère de l'Éducation nationale.

12 retrouvent leur établissement d'origine

Nous avons regardé aussi les fonctions exercées dans les six mois après leur départ par les 25 recteurs qui ont démissionné ou ont été démis de leur fonction :

- dans 12 cas, les recteurs enseignants-chercheurs reviennent dans leur **établissement et dans leur corps d'origine** : Alain Ayong Le Kama, Sylvie Fauchoux, Jean-Pierre Gougeon, Armande Le Pellec-Muller, Claire Lovisi, Stephan Martens (deux fois), Françoise Moulin Civil, Nicole Ménager, Youssoufi Touré, Jean-François Chanet et Bernard Beignier ;
- 3 vont à l'**IGÉSR** (Igen ou IGAENR) : deux étaient déjà inspecteurs généraux avant d'être nommés recteurs et reviennent donc dans leur corps d'origine (Béatrice Cormier et Agnès Walch Mension-Rigau) tandis que Denis Rolland a été nommé après avoir été démis de ses fonctions ;
- 2 sont **chargés d'une mission ou d'une instance ministérielle** : Pierre N'Gahane prend la direction générale de la Mission des 80 ans de la Libération (2024) et Christophe Kerrero est devenu conseiller auprès du Conseil d'évaluation de l'école (2025).
- 2 prennent leur **retraite** dans les 6 mois qui suivent : Élisabeth Laporte (2022) et Claudine Schmidt-Lainé (2018) ;
- 2 retournent dans leur **corps d'origine de la haute fonction publique** : il s'agit de Philippe-Pierre Cabourdin qui revient comme conseiller maître à la Cour des comptes (2016) et d'Armel de la Bourdonnaye comme ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts ;
- 2 sont **conseillers ou chargés de mission en administration centrale** : il s'agit d'Éric Martin devenu conseiller stratégique du numérique pour l'enseignement supérieur auprès de la Dgesip (2014) et Luc Johann conseiller d'établissements à la Dgesip (2018) ;
- un relève de la catégorie "**privé ou associatif**" : Camille Galap est nommé directeur général de l'EPA Guadeloupe Formation (2018) ;
- une rectrice est dans une catégorie "**autre**" : il s'agit d'Hélène Bernard, partie en raison de son état de santé et qui est décédée peu après ([lire sur AEF info](#)).

Quelles fonctions exercent-ils à plus long terme ?

Pour les plus anciens, nous avons regardé la succession des postes qu'ils ont occupés dans la suite de leur carrière.

9 sont redevenus recteurs quelques années plus tard

Il est à noter que 9 recteurs et rectrices ont quitté une première fois la fonction rectorale, puis y sont revenus :

- Jean-François Chanut, recteur de Besançon (2014-2022), de retour dans l'académie de Créteil, après avoir été président du Comité d'histoire de l'Éducation nationale et du CA de Sciences Po Lille ;
- Carole Drucker-Godard, rectrice de Limoges entre 2020 et 2024, revient comme rectrice de Montpellier et de la région Occitanie, après avoir été directrice de cabinet du MEN ;
- Jean-Marc Huart, recteur de l'académie de Nancy-Metz et de la région Grand Est (2019-2022), de retour dans la région académique de Nouvelle-Aquitaine, après avoir été directeur de cabinet au MEN, puis conseiller maître à la Cour des comptes ;
- Benoît Delaunay, recteur de l'académie de Toulouse (2019-2020), redevenu recteur d'Aix-Marseille en 2024, après avoir été conseiller du Premier ministre, puis nommé au Conseil d'État ;
- Philippe Lacombe, recteur de Corse de 2016 à 2018, redevenu recteur de Polynésie française de 2020 à 2022, après un passage à l'IGÉSR ;
- Julie Benetti avait démissionné du rectorat de la Corse en 2021 pour rejoindre l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron ([lire sur AEF info](#)), avant de prendre la tête, deux ans plus tard, du rectorat de Créteil ([lire sur AEF info](#)) ;
- Thierry Terret, recteur de Rennes entre 2016 et 2018 ([lire sur AEF info](#)) est nommé délégué ministériel aux Jeux olympiques et paralympiques entre 2018 et 2022 ([lire sur AEF info](#)) avant de revenir comme vice-recteur de la Polynésie française en 2022 ([lire sur AEF info](#)) ;
- Stephan Marten, recteur de Guadeloupe (2014) prend une année sabbatique avant de réintégrer l'université Bordeaux Montaigne, puis d'être nommé à CY Cergy d'abord comme professeur d'université, puis élu directeur de l'UFR langues et études internationales, puis celle de l'Institut franco-allemand d'études européennes, et enfin nommé comme vice-recteur de Mayotte (2018) ;
- Florence Robine, rectrice de Créteil entre 2013 et 2014 ([lire sur AEF info](#)), puis Dgesco ([lire sur AEF info](#)), avant d'être nommée à Nancy-Metz entre 2017 et 2019 ([lire sur AEF info](#)).

La visualisation ci-dessous montre les différents types de postes successifs occupés par les recteurs et rectrices.

Voici le détail des fonctions occupées après leur départ. Ils sont classés par ordre chronologique de leur départ. Pour voir le détail, passez la souris sur chaque barre. La date de fin indiquée au 2 avril - date de la publication de la dépêche - est "factice" pour le dernier poste occupé.